

## DOSSIER : L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES

### ► AVEC PRÉOCCUPATIONS PROFESSIONNELLES

## LES "BAS NIVEAUX", LES IMMIGRÉS ET LA LECTURE : ÇA PEUT SE REJOINDRE ?

Bernard GILLARDIN

Bernard Gillardin, responsable pédagogique à l'AFTAM\* promoteur d'une pédagogie de la lecture pour adultes inspirée des thèses de l'AFL qui rompt avec les méthodes habituelles d'alphabétisation (nous analysons sa démarche dans ce dossier) réfléchit aux "conditions sociales et communautaires" qui permettraient la "lecturisation" des analphabètes et plus spécifiquement, des travailleurs immigrés.

En mai 1984, Madame Georgina DUFOIX, Secrétaire d'État chargée de la Famille, de la Population et des travailleurs immigrés, présentait à l'Assemblée Nationale un projet de loi sur la carte unique de séjour des étrangers vivant en France. À cette occasion, elle rappelait l'un des slogans de la marche des jeunes de l'automne précédent : *"Être égaux avec nos différences"* et soulignait que le projet en question constituait *"une étape décisive en faveur de l'insertion de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants dans la communauté nationale"*. Elle ajoutait d'ailleurs que toutes les analyses en matière d'immigration concluent à une politique d'insertion. *"Ce n'est pas un choix subjectif, c'est un impératif social, économique et humain"*, concluait-elle. (J.O. 25 mai 1984). L'autorité politique est donc parfaitement claire sur ce sujet. Insérer dans la communauté nationale, c'est rendre participant de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui nous constituent, en tant que nation démocratique, n'est-ce pas ?

*"Ben oui, mais ce sont quand même des étrangers"*, répondent certains, *"on ne va tout de même pas leur reconnaître tous les droits des français, ils ont déjà toutes les allocations et sécurités sociales, c'est déjà pas mal, mais voter pour les députés, alors là... !"*. *"D'ailleurs, ils ne le demandent pas... Enfin, pour le moment..."*.

Parce que le 28 juin 1984, l'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi réduisant à deux les titres de séjour des étrangers : la carte de résident d'une durée de 10 ans, renouvelable automatiquement et valant à la fois autorisation de séjour et de travail et la carte de séjour temporaire.

Le journal "Le Monde", dans un article du 6 décembre 1983, disait que la mesure annoncée *"reconnaît de facto un droit de séjour permanent aux 3,4 millions d'étrangers adultes qui bénéficient en France d'une carte de séjour. En effet, cette carte de 10 ans est automatiquement renouvelable"*.

---

\* Association pour l'Accueil et la Formation des Travailleurs Migrants. 4, place Daumesnil 75583 PARIS Cedex 12

Sur les 4 223 000 étrangers que le Ministère de l'Intérieur avait dénombré en Décembre 1981, ça fait pas mal de monde à "insérer" !

Sans recourir aux statistiques, chacun sait fort bien, par ailleurs, que la plupart des familles immigrées, issues de pays et de milieux pauvres ou miséreux, installées ici depuis des années, dont les enfants sont nés et grandissent en France, ne retourneront jamais dans leur nation d'origine. Tant qu'à faire, mieux vaut une actuelle situation modeste, voire une pauvreté supportable, que le dénuement assuré au pays de ses aïeux, auquel s'ajouterait d'ailleurs un bouleversement culturel, au moins pour les enfants.

Tout cela pour dire, qu'à moins d'un improbable phénomène massif de rejet de teinte nazie de la part de la population française, il faut se rendre à l'évidence : 3,5 millions d' "étrangers" font d'ores et déjà définitivement partie de la communauté nationale.

Ça peut plaire ou non. Ça peut faire grogner ou gronder certains français "purs et durs", mais qu'est-ce que ça changera ? La France a connu autrefois des invasions violentes avec des Romains, des Huns, des Normands... et, de nos jours, nous sommes fiers de notre belle province de Normandie ! Au début du siècle, le Nord de la France (dont je suis originaire) a été "envahi" par des quantités de polonais venus travailler dans nos mines. Aujourd'hui, j'ai la satisfaction de compter parmi mes proches, une belle-sœur née SPOLNY et un cousin germain nommé MISLINSKI. Quoi qu'il en soit, des sondages nous font savoir que la grande majorité des français est persuadée que la plupart des immigrés installés en famille chez nous, le sont définitivement. D'autre part, nous savons que pour le gouvernement, leur insertion *"n'est pas un choix subjectif, mais un impératif social, économique et humain"* ! Alors...

Eh bien, alors, ou notre idéal républicain de liberté, d'égalité et de fraternité, n'est pas une farce et on insère vraiment, ou, malgré notre devise nationale, nous nous satisfaisons d'une hypocrisie qui nous fait reculer vers l'Ancien Régime. Bien sûr, nous n'aurons plus le Clergé, la Noblesse et le Tiers État composés de voituriers de divers étages et de culs terreux, nous nous contenterons d'une élite détenant les pouvoirs industriels, économiques, politiques (une minorité bien sûr), d'une classe plus ou moins moyenne, exécutante et besogneuse, suffisamment formée, mais pas plus qu'il n'en faut et, enfin, des petits, des simples, des déclassés, paumés, ignares, etc., "bougnoles"...

Tout **bon citoyen** honnête opte résolument pour la première hypothèse : on y va, on insère démocratiquement. Et ça doit marcher parce que chez nous, en gros, on est plutôt bons républicains : regardez à droite, regardez à gauche !

Pourtant, en humant la réalité, on renifle des odeurs émanant de la deuxième hypothèse. Sur l'élite et la classe moyenne, il y aurait bien à dire, mais il n'y pas trop de misère. En revanche, pour la dernière catégorie, il y a de quoi ramer pour remonter au niveau de flottaison libre, égalitaire et fraternelle de la barque nationale.

Le degré de participation des illettrés à la vie démocratique est bien réduit : ils sont peu informés, Ils ont peu de moyens d'analyser, ils n'arrivent pas à s'exprimer et ils sont souvent plus manipulés que respectés.

Les illettrés sont bel et bien les parents pauvres linon les exclus de la vie démocratique. On comprend, devant cet état de fait, Jean Pierre BÉNICHOU lorsqu'il déclare :

*"La lecture n'est pas un cas particulier de la bataille pour une démocratie véritable, elle en est l'enjeu central".*

L'A.F.L. qu'il préside, se bat, avec raison, pour que la lecture et son apprentissage devienne **"l'affaire de tous"**, afin de rompre avec un système qui, réservant ce soin à l'école, a perpétué les divisions sociales que l'on connaît. En effet, comme le dit Jean Foucambert :

*"À côté de l'institution scolaire aux pratiques d'alphabétisation communes, jusqu'ici on ne connaît que les conditions familiales pour devenir lecteurs. Elles sont tellement liées au statut des classes privilégiées qu'il n'est pas possible et encore moins souhaitable de les généraliser. Il s'agit alors de trouver les conditions sociales et communautaires qui produisent des effets voisins".*

C'est vrai !

Officiellement, quelques efforts se font ou doivent être entrepris pour que l'écrit puisse toucher davantage ceux qui en sont habituellement exclus.

Il faudrait, bien sûr, que tous soient sollicités, motivés, attirés, alléchés par l'écrit : quant tout le monde sera pénétré de la "fonctionnalité" de l'écrit, quand tout le monde sera partout et par tous sollicité et reconnu comme lecteur, l'illettrisme n'aura guère de chances de se perpétuer.

Mais cela relève d'une politique volontariste. Volontariste ! Eh oui, car en économie libérale, on s'accommode fort bien d'une répartition très inégalitaire de la population par rapport à l'écrit.

Jusqu'à ces dernières années, il suffisait de 25 à 30% de bons lecteurs pour assumer les tâches de pouvoir, d'organisation, d'encadrement, de haute technicité du système économique. Ensuite, il fallait, pour réaliser avec suffisamment de compétences les tâches qualifiées que réclame le monde industrialisé, 50% d'alphabétisés capables de faire correctement le travail, mais sans plus. Restait un certain nombre de "boulots" à effectuer sans qualifications particulières, pour lesquelles les ratés du système scolaire, issus habituellement de milieux pauvres où l'écrit est inexistant, et les immigrés, faisaient bien l'affaire ! (Environ 20% de la population).

Actuellement, les évolutions technologiques risquent de faire varier ces proportions. Il faudra probablement davantage de lecteurs vrais, de "lecturisés", pour assurer des tâches plus qualifiées. Mais, d'autre part, une robotisation en expansion supprime les tâches manuelles non qualifiées, si bien qu'on aura encore moins besoin d'alphabétiser si peu que ce soit les "bas niveaux actuels". Ça n'aura plus d'intérêt économique... !

À moins que... à moins que ces "petits" qui jusqu'à ces dernières années arrivaient encore à vivre de leurs modestes (et rudes) tâches, ne soient délaissés en grand nombre par le monde du travail et ne deviennent dangereux ! Eh oui, dans une économie libérale, pour que ça fonctionne bien, il faut un bon potentiel d'acheteurs ; or, les démunis s'en excluent.

D'autre part, un nombre important de laissés systématiquement pour compte, blasés ou désespérés, n'ayant plus rien à perdre, mais bien aigris, ça peut exploser et faire des dégâts !

Alors, si les progrès techniques peuvent théoriquement permettre une production suffisante de richesses pour que tous en vivent correctement, il serait simplement prudent de permettre à chacun d'y avoir accès en partageant le travail, dans l'ensemble plus qualifié, entre toute la

population de l'hexagone. Pour cela, il faudrait amener tout le monde, à un stade nécessaire de lecturisation garantissant l'acquisition des compétences réclamées par les nouvelles technologies. Ça ferait moins de profits cumulés chez certains mais plus de paix et de sécurité pour tous.

Tout ceci justifie bien l'effort à faire pour l'accession de l'ensemble à la lecture vraie.

Restent à trouver "les conditions sociales et communautaires" qui permettront le passage massif à la lecturisation.

C'est l'affaire, bien sûr, des responsables politiques : il y a des aménagements importants à prévoir pour que l'écrit s'adresse effectivement à tous. Mais ce devrait être aussi le souci de tout un chacun. Ce serait merveilleux si une sorte de militantisme pour la lecturisation animait chaque citoyen. Et ça ne serait pas de trop !

En effet, même si les pouvoirs en place, politiques, économiques ou autres, si tous les lecteurs valables étaient d'accord pour entreprendre une vaste action pour un apprentissage partagé de la lecturisation, il faudrait d'abord convaincre une grande partie des illettrés des raisons qu'ils ont de lire ou de lire mieux.

Et ce n'est pas si évident !

Dans les milieux immigrés, par exemple, on reconnaît que lire est utile, mais de là à s'y mettre...

Pénétrons dans un foyer de travailleurs africains noirs de la région parisienne. Au pays d'origine, on parle,

mais on n'écrit pas la langue : on vit en tradition orale. Tout est organisé pour que la communication s'effectue uniquement par l'oralité : la vision du monde, visible et invisible, les mythes qui fondent la vie sociale du groupe, les croyances, les pratiques commerciales, agraires, etc. tout est transmis ou au cours de veillées, par des chants, par des contes, par des proverbes, ou en diverses occasions de vie : on montre la façon d'être et de faire, les nouvelles vont de bouche à oreille, les décisions concernant le groupe font l'objet de palabres. C'est comme cela.

Alors, en France, dans le foyer, les filons pour trouver du travail, les démarches à réaliser pour l'administration, les nouvelles, les consignes, les mises en garde... peuvent arriver par écrit... Il suffit d'un ou deux lecteurs (éventuellement ce peut être un travailleur social du foyer) pour expliquer à l'un ou l'autre de quoi il s'agit, et puis la "nouvelle" fera son chemin par les voies traditionnelles. On n'est pas contre l'écrit, on reconnaît que c'est bien utile, mais on a ses habitudes de communication et on n'en sort pas si facilement.

Actuellement, en milieu adulte immigré, les possibilités d'accéder à l'écrit sont minces et se résument à quelques cours d'alphabétisation, parfois sous forme de stages intensifs, le plus souvent sous forme de cours intensifs, à raison de 4 et 6 heures par semaine (maximum : 240 heures sur l'année). Les places disponibles sont, de très loin, inférieures au nombre d'analphabètes. Il n'est toutefois pas rare de voir des cours peu ou irrégulièrement fréquentés, alors qu'ils sont implantés dans un milieu dense d'immigrés illettrés. On connaît des animateurs de cours qui dépensent bien des efforts et du temps pour persuader les gens de l'intérêt de l'apprentissage de la lecture et qui n'obtiennent qu'un succès très relatif.

Évidemment, en France, le téléphone est partout. On s'initie très vite à son maniement, on apprend par coeur le numéro de ses correspondants et ça dispense de bien des courriers. La télé avec ses images, est somme toute assez facile à suivre, même si on ne possède qu'un vocabulaire réduit. Alors, passer des heures en cours du soir, après une journée de travail

pénible et de transports urbains, "faut le faire" ! C'est d'autant plus difficile qu'en dehors du cours, on sera peu sollicité pour utiliser ses maigres acquis. De plus, lorsque l'enseignant ne fait que reproduire des méthodes de déchiffrement syllabique toujours oralisé et que, pendant des mois, on produit des sons, la plupart de temps sans déboucher sur un message sensé et intéressant, allez vous étonner de nombreux abandons ! Il faudrait être masochiste ou héroïque pour persévérer !

Tout cela pour dire que l'accès à la lecturisation des immigrés est un problème autrement difficile à résoudre que celui qui concerne le français moyen :

- la lecture est "l'enjeu central de la bataille pour une démocratie véritable"...

mais la plupart des immigrés doutent fort de leurs possibilités ou de leur simple légitimité à prétendre jouer un rôle dans l'organisation démocratique d'un pays dont ils ne sont pas citoyens, alors, la lecture...

- les évolutions technologiques réclament de nouvelles compétences et suppriment les emplois non qualifiés...

mais il n'y a qu'un nombre limité de postes nouveaux et plus de français facilement recyclables pour ces emplois qu'il en est besoin, alors on n'attend pas après des étrangers qu'il faudrait d'abord alphabétiser !

- bien des immigrés adultes ont vécu uniquement en communication orale : ils ont toute une stratégie de communication qui fonctionne bien. De plus, en France, la télévision et le téléphone confirment qu'on peut vivre sans écrit.

- l'apprentissage de la lecture, dans son dispositif actuel, suppose de tels efforts d'attention, de régularité, de mémoire... à côté d'une vie souvent fatigante, qu'il faut être d'une trempe presque exceptionnelle pour persévérer jusqu'à l'acquisition satisfaisante de la lecture.

- les méthodes traditionnelles d'alphabétisation, par déchiffrement syllabique, conduisent à une production pénible de sons dont le sens est rarement évident. Les résultats, après bien du temps et de la fatigue, en sont décevants et n'atteignent guère un seuil de lisibilité satisfaisant.

Ce dernier constat nous amène à dire qu'il faut résolument abandonner ce type d'enseignement.

On sait que lire, c'est tirer du sens d'un texte et non produire des sons (voire faire du bruit pour rien).

L'analyse de l'acte réussi de lecture a été bien approfondie pour que l'on sache de quels éléments il est composé : (en particulier par François Richaudeau, Jean Foucambert) faisons faire l'apprentissage des attitudes de vrai lecteur aux stagiaires et l'on s'apercevra que c'est beaucoup plus performant.

Toutes ces considérations nous mènent à quoi ? D'abord, à mieux réaliser qu'en l'état actuel des choses, la lecturisation des immigrés définitivement implantés en France est très loin

d'être réalisée. Il est tout à fait à craindre qu'une bonne part d'entre eux ne lise jamais vraiment.

- Ensuite, à faire le constat que dans un pays qui se veut démocratique et s'honore de l'être (au point de prétendre faire la leçon à d'autres éventuellement), il existe concrètement des situations, voire des dispositions en opposition avec la volonté démocratique exprimée par la devise nationale, dans le domaine de l'accès à la lecturisation. En simple et en pure logique, cela réclame réforme.

- à admettre qu'il y a un gros effort à faire pour que l'environnement social et professionnel promeuve tous et chacun au statut de lecteur par des dispositifs qui le sollicitent, l'incitent, l'attirent, le poussent à l'usage utile et intéressant de l'écrit...

- à reconnaître qu'un dispositif économique d'ensemble, qui exclut systématiquement de ses circuits divers une part importante de population de faible niveau, prend une voie dangereuse : la sagesse, et pourquoi l'humanisme, devraient amener à une répartition des tâches entre l'ensemble de la population et, comme ces tâches seront plus qualifiées, une formation adéquate doit être dispensée. On sait que désormais toute formation techniquement valable exige une bonne capacité de lecture.

- à organiser une incitation persuasive auprès des gens qui sont actuellement les plus sceptiques, les plus craintifs en face d'un éventuel apprentissage de la lecture (en particulier, les immigrés adultes).

- à offrir à ces populations des temps d'apprentissage suffisants de la lecture : cours bien sûr, mais surtout organisation d'un accompagnement social qui place régulièrement en situation de lecteur.

- à renoncer aux méthodes ânonnantes surannées et inefficaces pour atteindre un réel degré de lecture (prise de sens).

Des travaux ont été réalisés à partir de recherches récentes sur la lecture et ses exigences. Dans cette ligne, des pistes didactiques sérieuses ont été éprouvées auprès de publics illettrés ; elles ont démontré leur efficacité accrue. Tout "formateur" en lecture doit les connaître et les utiliser. Les adultes n'ont qu'un temps mesuré pour se former. Il est inadmissible de le gaspiller en vains efforts de production de borborygmes et de sons péniblement émis débouchant sur du non-sens. L'écrit est un langage pour l'œil, directement signifiant : il doit s'étudier comme tel.

Depuis quelques mois, les mass média nous redisent de temps à autre qu'il y a dans l'hexagone un réel problème d'illettrisme. Divers efforts sont faits pour que la lecture se répande davantage chez nous. L'Etat a même créé un "Groupe Permanent de lutte contre l'Illettrisme". Des associations, l'A.F.L. particulièrement, militent pour une lecturisation générale.

Ça bouge, mais il reste encore bien du chemin à parcourir pour atteindre le but. Ce n'est pas si facile de faire évoluer les "français moyens" vers l'objectif visé. Que dire lorsqu'on se trouve devant les publics immigrés, dont nous venons de parler, en soulignant quelques-uns de leurs handicaps spécifiques ! Leurs chances paraissent bien minces. D'aucuns pensent même qu'elles le sont tellement qu'il est utopique de vouloir tenter de les exploiter. Bien sûr, il est évident, qu'en l'état actuel des choses, la partie n'est pas gagnée.

Mais il nous semble que se résigner à l'inaction envers ces populations, c'est admettre chez nous une sorte de sous-humanité. Par simple humanisme (oui, pourquoi pas !) nous nous y refusons.

Mais, même sans invoquer les "grands sentiments", un certain réalisme en face des conséquences qu'entraînent toutes distorsions sociales et économiques trop criantes, nous incite à essayer d'agir dans les diverses directions possibles rapidement esquissées ici et selon des moyens entre autres pédagogiques, sur lesquels nous avons pouvoir d'amélioration et de perfectionnement.

Bernard GILLARDIN